



Taux actuels de **d'émaciation** : 16.3% **retard de croissance** : 38.2% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 33%

Source : Gouvernement soudanais (MICS, 2014)

Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (13.4 % des dépenses publiques en 2016) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Soudan : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (18.1% des dépenses publiques en 2015) vont au-delà des engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Soudan : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Soudan : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Soudan : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques ni les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cela accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants à la faim et à la malnutrition.
- Soudan : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The Five-Year Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Soudan : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (68% en 2014) et à des installations sanitaires améliorées (32.9% en 2014) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Soudan : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.
- Le taux d'enregistrement des naissances (67.3% en 2014) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

| Dépenses publiques | Résultat* | Année | Rang HRCI sur 45 |
|---|-----------------|-------|------------------|
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹ | 13.4% | 2016 | 5e |
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ² | 18.1% | 2015 | 1er |
| Politiques | | | |
| Accès à la terre (sécurité foncière) ³ | Moyen | 2016 | 19e ex aequo |
| Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³ | Moyen | 2013 | 21er ex aequo |
| Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes | 67.3% | 2014 | 23e |
| Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³ | Très médiocre | 2016 | 43e ex aequo |
| Lois | | | |
| Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³ | Médiocre | 2016 | 29e ex aequo |
| Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴ | Pas dans la loi | 2014 | 41er ex aequo |
| Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴ | Pas dans la loi | 2014 | 26e ex aequo |
| La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non) | Oui | 2006 | 1er ex aequo |

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

| Dépenses publiques | Résultat* | Année | Rang NCI sur 45 |
|--|-----------------------------------|-----------|-----------------|
| \$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui) | Sectoriel uniquement | 2017 | 17e ex aequo |
| Politiques | | | |
| Taux d'enfants supplémentés en vitamine A | 72% | 2015 | 22e ex aequo |
| L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non) | Oui | 2010 | 1er ex aequo |
| Population ayant accès à une source d'eau améliorée | 68% | 2014 | 34e |
| Population ayant accès à un assainissement amélioré | 32.9% | 2014 | 23e |
| Visites médicales pour les femmes enceintes | 79.1% | 2014 | 39e |
| Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹ | Faible | 2007-2011 | 38e ex aequo |
| Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non) | Oui | 2017 | 1er ex aequo |
| Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non) | Oui | 2017 | 1er ex aequo |
| Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non) | Oui | 2017 | 1er ex aequo |
| Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non) | Oui | 2014 | 1er ex aequo |
| Lois | | | |
| Consécration du CICS [^] dans le droit interne ² | Faiblement consacre dans le droit | 2016 | 28e ex aequo |

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel